

OFFRE DE STAGE

Niveau Master 2

Formation par alternance

-

LES PRATIQUES COLLABORATIVES, LEVIERS DE MODES DE VIE DURABLES ET ÉCOLOGIQUEMENT SOUTENABLES SUR LES TERRITOIRES ?



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

TABLE DES MATIÈRES

Mise en contexte.....	2
Démarche méthodologique.....	3
Mission.....	4
Profil de poste.....	5

MISE EN CONTEXTE

Depuis quelques d'années, de nouvelles pratiques de consommation émergent et interrogent le modèle économique que nous connaissons, basé sur l'unique possession de biens individuels. Il est désormais possible et relativement simple de partager sa voiture, d'échanger un livre, de louer une perceuse à un ami ou un inconnu rencontré sur Internet. Tous ces exemples permettent d'optimiser l'usage d'un bien ou d'un service par la vente, la location, le partage ou l'échange. Ils ont en commun de privilégier l'accès à un bien ou à un service plutôt que sa propriété et participent d'un même mouvement, nommé « consommation collaborative ».

Bon nombre des initiatives de consommation collaborative sont très récentes ; mais les logiques à l'œuvre ne le sont pas : le don, le troc et le partage ont toujours existé. Cependant, le développement du numérique renouvelle ces logiques traditionnelles de l'échange. Le système pair-à-pair, en permettant à plusieurs ordinateurs de communiquer et de partager, a rendu possible l'échange de biens, de services, de compétences entre un grand nombre d'utilisateurs connectés.

Si cette révolution technologique a permis le développement de nouvelles pratiques de consommation, le contexte de crise a certainement accéléré ce phénomène. Cette nouvelle façon de penser la consommation s'exprime notamment à travers une demande croissante de produits offrant une satisfaction personnelle plutôt que du signe et du prestige, des produits durables dans le temps plutôt que jetables, mais aussi des produits utiles et partagés, plutôt que des produits possédés.

Au-delà de notre rapport à la consommation, les valeurs de partage, de transparence, de coopération que nous retrouvons dans le web 2.0 infiltrent notre économie, mais aussi nos façons de voir et d'agir sur le monde. Les réflexes de partage en ligne s'installent rapidement et s'élargissent à d'autres pratiques de la vie quotidienne.

A l'échelle d'un territoire, l'enjeu du développement des pratiques collaboratives est essentiel, même si le territoire collaboratif par excellence n'existe pas. Bien que les pôles urbains constituent des milieux privilégiés pour le développement des pratiques de consommation collaborative, ils n'en ont pas pour autant l'exclusivité. En revanche, les formes de consommation collaborative divergent d'un territoire à l'autre ; la diversité et la richesse des services et usages de consommation collaborative s'expriment différemment en fonction des territoires.

Mouvement récent et au développement exponentiel, la consommation collaborative reste aujourd'hui peu appropriée par l'acteur public local. Pourtant, les enjeux territoriaux de son développement sont nombreux.

Des services locaux de consommation collaborative peuvent-ils fonctionner aux côtés des plateformes nationales ou internationales ? Comment ces services peuvent-ils créer de la valeur sur les territoires, au-delà des gains économiques potentiellement perçus par les consommateurs/entrepreneurs ?

Comment faire pour que les personnes les plus exclues ne le soient encore davantage avec ces nouveaux services ? Comment éviter une simple marchandisation des échanges et une généralisation des petits emplois précaires ?

Face à ces enjeux économiques et sociaux, l'acteur public local a un rôle à jouer. Certaines grandes capitales européennes commencent à s'y intéresser, en interdisant (Berlin par exemple) ou en encadrant (Amsterdam par exemple) les grands acteurs du secteur (Airbnb, Uber). Mais au-delà de ces aspects réglementaires, les collectivités sont encore peu attentives aux enjeux et opportunités que pose la consommation et plus largement, l'économie collaborative. Pourtant, nombreuses sont celles qui encouragent déjà ces pratiques, en témoignent le nombre de sites de covoiturage portés par les conseils généraux ou les flottes de vélo en libre-service par exemple.

Laisser faire, interdire ou accompagner sont autant de postures possibles pour les collectivités. C'est en prenant le parti de cette troisième option que l'association Collporterre et l'institut Télécom Bretagne – *en partenariat avec l'école des Mines, l'Université de Nantes, l'Université de Rennes 2, la FING¹ et l'ADESS Pays de Brest², et soutenu financièrement par l'ADEME³* – lancent le programme DOMINO.

D'une durée de 18 mois, le programme DOMINO entend interroger l'économie collaborative comme source de pratiques pouvant concourir à des modes de vie durables sur les territoires.

Ce programme vise à outiller les élus, techniciens et les acteurs du développement local, à travers :

1. Une exploration collective des enjeux territoriaux soulevés par le développement de la consommation collaborative.
2. La construction d'une méthodologie essaimable visant à évaluer la durabilité des pratiques de consommation collaborative territoriales.
3. La formulation de préconisations à destination des décideurs publics en matière de déclenchement, d'accompagnement et de pérennisation des pratiques collaboratives durables.

La mise en œuvre de ce programme prendra appui sur la conduite d'une expérimentation sur quatre bassins de vie⁴, situé sur les territoires des Régions Bretagne et Pays de la Loire.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

La mise en œuvre du programme repose sur un groupe de travail composé de chercheurs, d'associations, de groupes de réflexion et d'acteurs publics et parapublics de Bretagne et des Pays de la Loire. Le projet DOMINO prend ainsi appui sur une hybridation des méthodologies de la recherche-action et de la recherche participative. Cette approche permet d'impliquer une plus grande diversité d'acteurs dans la recherche scientifique - dont les citoyens, par l'association de l'expertise citoyenne, de l'expertise institutionnelle et de l'expertise scientifique. Le respect de tous les savoirs et la reconnaissance de l'égalité des expertises - qu'elles soient scientifiques, professionnelles ou citoyennes, constitue par conséquent une condition sine qua non de sa mise en œuvre. La recherche-action repose sur un apprentissage mutuel ; elle permet à la fois de co-produire des pratiques sociales nouvelles et de faire avancer les connaissances scientifiques. Les différentes parties-prenantes participent donc à l'ensemble de la démarche de recherche.

En tant que membre à part entière du groupe de travail, le/la stagiaire participera à l'ensemble des étapes du programme DOMINO.

1 La FING : Fondation Internet Nouvelle Génération.

2 ADESS Pays de Brest : Association de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire du Pays de Brest.

3 ADEME : Agence de Développement de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.

4 Selon l'INSEE, le bassin de vie constitue "le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants". Il désigne le niveau territorial sur lequel les habitants organisent la majorité de leurs activités quotidiennes.

MISSION

Objectifs :

Le/la stagiaire aura pour mission de conduire une analyse comparée des dynamiques territoriales des pratiques collaboratives durables à l'échelle de deux bassins de vie. Cette étude contribuera à éclairer les contributions des pratiques collaboratives au développement de modes de vie durables et écologiquement soutenables sur les territoires. Elle permettra en outre d'interroger l'existence d'écosystèmes territoriaux spécifiques des pratiques collaboratives.

Cette mission poursuivra donc un double objectif :

- Contribuer à la compréhension des spécificités territoriales du développement des pratiques collaboratives durables ;
- Participer à l'émergence et à la structuration des pratiques collaboratives durables sur deux territoires.

Mise en œuvre :

Pour mener à bien cette mission d'une durée de huit mois minimum, la/le stagiaire aura pour tâches de :

1. Dresser un portrait analytique des pratiques collaboratives durables de deux bassins de vie :

Pour chacun des deux bassins de vie, il s'agira de conduire un diagnostic territorial des pratiques collaboratives et des pratiques de développement durable. Il s'appuiera sur un double diagnostic :

- Le premier, dit « technique », reposera sur un travail de recueil de données objectives et de leurs analyses (agenda 21, action publiques, recensement des projets de consommation collaboratives, etc).
- Le second, plus sensible, dit aussi « diagnostic partagé », impliquera la réalisation d'une dizaine d'entretiens individuels par bassin de vie avec différents acteurs clés du territoire (porteurs de projets, acteurs publics, citoyens, etc.) et la conduite de focus groupes.

2. Participer au processus participatif de production d'indicateurs territorialisés sur ces deux territoires :

L'un des objectifs du projet vise la construction d'une méthode d'évaluation essaimable des pratiques collaboratives durables. Cette méthode prendra la forme d'un référentiel et devra permettre aux acteurs territoriaux de dégager des indicateurs territoriaux, véritables outils d'aide à la décision publique.

La méthode sera imaginée par le groupe de travail. Elle sera ensuite expérimentée sur les quatre territoires pilotes, à travers l'animation d'ateliers participatifs visant à produire collectivement des grilles d'indicateurs territoriaux.

Le/la stagiaire participera à l'animation de l'expérimentation à l'échelle des deux bassins de vie préalablement étudiés.

3. Développer une analyse comparée des dynamiques collaboratives durables des deux bassins de vie :

En prenant appui sur les diagnostics territoriaux et les grilles d'indicateurs territorialisés, le/la stagiaire conduira une analyse comparée des dynamiques collaboratives durables des deux bassins de vie. Il s'agira notamment d'interroger les contributions des pratiques collaboratives de chaque bassin de vie au développement de modes de vie durables et écologiquement plus soutenables.

PROFIL DE POSTE

Formation requise

- Niveau Master 2
- Formation par alternance
- Discipline souhaitée : sciences politiques, économie, sociologie, géographie, développement durable.
- Champs d'expertise : développement local, économie sociale et solidaire, organisation des territoires, politiques publiques.

Compétences :

- Bonne capacité rédactionnelle
- Bonne capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise des techniques d'enquêtes de terrain (entretien individuel et focus groupe notamment)
- Aisance relationnelle
- Autonomie
- Bonne connaissance des politiques de développement local
- Intérêt pour le sujet de l'économie collaborative

Conditions :

Le/la stagiaire :

- Travaillera en étroite collaboration avec le groupe de travail du programme DOMINO.
- Sera encadré par un binôme : un enseignant-chercheur et un acteur de terrain (chargé(e) de mission de l'association Collporterre).
- Pourra être accueilli au sein des locaux de Télécom Bretagne (Brest) ou de l'école de Mines (Nantes).
- Sera indemnisé selon les conditions légales applicables.

VOUS ÊTES INTÉRESSÉ PAR CETTE OFFRE DE STAGE ?

Faîtes-nous parvenir votre curriculum vitae accompagné d'une lettre de motivation :

amandine.piron@collporterre.org

annabelle.boutet@telecom-bretagne.eu